

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/CTE/M/37
13 juillet 2004

(04-3012)

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION TENUE LE 21 JUIN 2004

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce et de l'environnement (session ordinaire du CCE) s'est réuni le 21 juin 2004 sous la présidence de l'Ambassadeur Naéla Gabr (Égypte). L'ordre du jour proposé dans le document WTO/AIR/2328, daté du 3 juin 2004, a été adopté comme suit:

| | | |
|------|---|---|
| I. | PARAGRAPHE 32..... | 1 |
| A. | PARAGRAPHE 32 I) (ACCÈS AUX MARCHÉS)..... | 1 |
| | 1. Accès aux marchés..... | 1 |
| | 2. Analyse sectorielle ("gagner sur trois tableaux")..... | 2 |
| B. | PARAGRAPHE 32 II) (ADPIC)..... | 4 |
| C. | PARAGRAPHE 32 III) (ÉTIQUETAGE) | 6 |
| D. | AUTRES POINTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCE | 6 |
| II. | PARAGRAPHE 33 | 6 |
| III. | PARAGRAPHE 51 | 7 |
| IV. | AUTRES QUESTIONS..... | 9 |

I. PARAGRAPHE 32

A. PARAGRAPHE 32 I) (ACCÈS AUX MARCHÉS)

L'effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, spécialement en ce qui concerne les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, et les situations dans lesquelles l'élimination ou la réduction des restrictions et des distorsions des échanges serait bénéfique pour le commerce, l'environnement et le développement.

1. Accès aux marchés

2. Le représentant de l'Inde a rappelé que son pays avait présenté une communication distribuée dans le document WT/CTE/W/207, daté du 21 mai 2002, qui appelait l'attention sur certains problèmes découlant de mesures environnementales que rencontraient les pays en développement en matière d'accès aux marchés. Il y était proposé de donner une impulsion à l'objectif du développement durable tout en respectant le principe des responsabilités communes mais différenciées. L'intervenant espérait que ce document serait examiné plus avant.

3. Le représentant des Communautés européennes (CE) a souscrit à certains des principes énoncés dans la communication de l'Inde. Il a dit que chaque Membre jouissait du droit souverain d'élaborer une législation permettant de répondre à certaines préoccupations en matière d'environnement. Cependant, cela devait se faire, autant que possible, de manière à éviter de créer des obstacles au commerce et, en particulier, aux exportations des pays en développement. Il a mis en évidence deux aspects importants sur lesquels les CE étaient en train de travailler. Premièrement,

s'agissant de la transparence dans l'élaboration de nouveaux textes de lois et de la participation des acteurs concernés, y compris ceux venant des pays en développement, des progrès avaient été réalisés grâce à la consultation du Web et à des échanges avec les législateurs. Deuxièmement, pour ce qui était de l'assistance technique, il a rappelé que sa délégation avait présenté une communication publiée dans le document WT/CTE/W/231 daté du 3 septembre 2003, contenant une liste d'environ 300 programmes d'assistance technique financés par les États membres des CE et par la Commission européenne. D'autres activités avaient été entreprises dans ce domaine sur le plan interne et aussi dans des enceintes internationales, par exemple la création d'une Équipe consultative spéciale sur les prescriptions environnementales et l'accès aux marchés à la suite d'un atelier organisé par la CNUCED à Rio en juin 2004. Ce projet avait été financé par les États membres des CE, en particulier le Royaume-Uni et les Pays-Bas. L'intervenant a rappelé que les représentants des CE avaient participé à des ateliers organisés sur la question par la CNUCED en Thaïlande, aux Philippines et au Brésil, et il estimait que ces activités étaient importantes pour instaurer la confiance parmi les Membres pour ce qui concernait les questions de commerce et d'environnement.

4. Le représentant des États-Unis a dit que la communication présentée par l'Inde contenait des suggestions intéressantes concernant la manière dont le CCE pourrait poursuivre son examen de ce point de l'ordre du jour, et qu'elle méritait d'être étudiée de manière plus approfondie. Il a noté que les CE avaient évoqué certains éléments mentionnés dans la communication de l'Inde concernant l'échange d'informations, et, en particulier, des informations relatives aux approches réglementaires visant à assurer la transparence et permettre aux autres Membres de présenter des observations. Les États-Unis avaient fourni des informations de ce type en 2002 (WT/CTE/M/31) et invitaient les autres Membres à les mettre à profit.

5. La représentante de la Chine était également d'avis que la communication de l'Inde méritait un examen plus approfondi. Elle a noté que les délibérations du CCE avaient porté essentiellement sur les effets restrictifs des mesures environnementales sur le commerce. Elle estimait qu'il fallait également s'intéresser aux répercussions positives de certaines mesures, telles que les transferts de technologie et l'assistance financière ou technique, qui étaient tout aussi importantes, voire, dans certains cas, plus importantes, pour les pays en développement Membres quand il s'agissait de traiter des questions relatives à l'accès aux marchés ou à la protection de l'environnement.

6. Le représentant de l'Inde a accueilli avec satisfaction les observations formulées et a invité les Membres à échanger, à la réunion suivante, des vues sur le fond concernant la communication de son pays.

7. Le représentant du Canada a rappelé que le Comité n'avait pas tenu de débat ciblé sur la communication de l'Inde et a répété qu'il était nécessaire que celui-ci ait une discussion structurée.

8. Le Président a convenu qu'il était important que le débat soit ciblé et a invité les Membres à faire d'autres suggestions ultérieurement concernant la communication de l'Inde, dont le Comité reprendrait l'examen à la réunion suivante.

9. Le Comité a pris note des déclarations.

2. Analyse sectorielle ("gagner sur trois tableaux")

10. La représentante du PNUE a rendu compte au CCE des résultats de l'atelier sur les subventions aux pêcheries et la gestion durable des pêcheries organisé par le PNUE les 26 et 27 avril 2004 (document WT/CTE/W/236, daté du 16 juin 2004). Elle a rappelé que le compte rendu de cet atelier, établi par les coprésidents de celui-ci, avait également été présenté par la Nouvelle-Zélande au Groupe de négociation sur les règles. Ce cinquième atelier organisé par le PNUE sur la question avait réuni plus de 100 participants issus de gouvernements, d'organisations

intergouvernementales, d'ONG et d'organisations régionales de gestion des pêcheries. À cette occasion, il avait été dit que les subventions entraînaient souvent une surcapacité des flottes et une pêche trop intensive. Une issue positive des négociations sur les subventions aux pêcheries menées actuellement à l'OMC pourrait être vue comme faisant partie d'un ensemble de solutions nationales et internationales pour le secteur et contribuer au renforcement mutuel de la relation entre commerce et environnement, y compris entre les règles de l'OMC et les accords environnementaux multilatéraux (AEM). L'intervenante a fait référence aux deux documents de travail suivants établis à la demande du PNUE: un document matriciel présentant une analyse de l'incidence des différents types de subventions aux pêcheries dans des conditions de gestion et des conditions bioéconomiques diverses; et un document qui avait stimulé un débat sur les possibilités de modification de l'Accord en vigueur de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires en vue de protéger les ressources halieutiques. Ce dernier document portait sur les nouveaux mécanismes institutionnels qui pourraient accompagner les disciplines améliorées de l'OMC sur la charge de la preuve dans les futures contestations, à l'OMC, de subventions aux pêcheries sur la nature de la subvention, par opposition à son contexte ou à son incidence, et sur le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

11. Il a également été dit, lors de cet atelier, que les subventions qui favorisaient la surcapacité ou la pêche trop intensive ne devaient pas être autorisées, tandis que celles qui avaient une incidence bénéfique sur la ressource devaient être mises en place. Les questions touchant les flottes hauturières, les pêcheries artisanales, les accords régissant l'accès, la transparence et la circulation de l'information avaient aussi été examinées. En outre, l'accent avait été mis sur la nécessité d'améliorer les échanges d'informations et la coopération entre les organes internationaux concernés, notamment l'OMC, la FAO, l'OCDE, le PNUE, les organisations régionales de gestion des pêcheries et les AEM pertinents, afin de trouver une base commune pour établir des critères. Le PNUE avait été engagé à poursuivre ses travaux dans des domaines tels que l'instauration d'un dialogue entre les acteurs concernés, la réalisation d'études empiriques et analytiques, le renforcement des capacités et la fourniture d'assistance technique. Des renseignements complémentaires pouvaient être obtenus sur le site Web de la Division économie et commerce (ETB) du PNUE.

12. Le représentant du Venezuela a indiqué que sa délégation avait participé à l'atelier du PNUE et était satisfaite du résultat. Il a estimé que le programme de l'atelier était équilibré et tenait compte des différents aspects des négociations ainsi que des problèmes de subventions aux pêcheries, en particulier dans les pays en développement. Il a souligné les paragraphes 8, 9 et 16 du document WT/CTE/W/236 et la question des pêcheries artisanales, déclarant que cet aspect devait être examiné plus avant afin de parvenir à une définition. Il a noté que le paragraphe 28 de la Déclaration de Doha prescrivait que les négociations sur les règles de l'OMC avaient pour objet de clarifier et d'améliorer les disciplines concernant les subventions aux pêcheries, et il a demandé des précisions sur la façon dont cette question et le rapport du PNUE seraient traités par le CCE.

13. La Présidente a noté que le paragraphe 32 i) de la Déclaration prescrivait que le CCE devait poursuivre ses travaux sur l'effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés et sur les situations dans lesquelles l'élimination ou la réduction des restrictions et des distorsions des échanges serait bénéfique pour le commerce, l'environnement et le développement. Elle était d'avis que cela impliquait la communication d'informations par d'autres organisations pour faciliter le débat. Les Membres qui le souhaitaient pourraient formuler des observations concernant les informations reçues, notamment celles contenues dans le document du PNUE.

14. Le représentant de l'Égypte a rappelé que, dans la Déclaration de Doha, la question des subventions aux pêcheries était évoquée au paragraphe 28 concernant les règles de l'OMC, ainsi qu'au paragraphe 31 concernant les négociations sur le commerce et l'environnement. Il était d'avis qu'en vertu du paragraphe 32 i), le Comité devait examiner la question des pêcheries en général.

15. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit qu'il avait participé à l'atelier du PNUE et que le compte rendu avait bien restitué l'essentiel des délibérations. Sa délégation avait présenté ce document au Groupe de négociation sur les règles (TN/RL/W/161), au sein duquel se déroulaient les véritables négociations sur les subventions aux pêcheries. Il a pris note des nombreuses activités qui avaient eu lieu récemment dans ce domaine et a attiré l'attention du Comité sur la publication du Fonds mondial pour la nature (WWF) intitulée "Healthy Fisheries, Sustainable Trade" (Pêcheries saines, commerce durable) présentée à l'OMC le 9 juin 2004 à l'occasion de la semaine consacrée aux négociations sur les règles.

16. Le représentant du Japon a insisté sur l'importance que revêtaient les pêcheries pour son pays, qui était l'un des principaux consommateurs de produits de la pêche. Sa délégation avait participé activement aux délibérations sur les subventions aux pêcheries dans le cadre des négociations sur les règles. Il a déclaré qu'il avait accueilli avec satisfaction le rapport du PNUE et qu'il reviendrait peut-être dessus ultérieurement.

17. Le représentant des États-Unis a dit, que selon lui, l'atelier du PNUE était un événement important et que le rapport y afférent était un résumé établi par les présidents et non un document consensuel.

18. Le représentant du PNUE a confirmé que ce rapport avait été établi par les coprésidents de l'atelier sous leur propre responsabilité. Les participants et autres acteurs concernés avaient insisté sur la nécessité d'intégrer les résultats de l'atelier dans les délibérations de l'OMC. C'est pourquoi ce rapport avait été présenté au CCE pour son information.

19. Le Comité a pris note des déclarations.

B. PARAGRAPHE 32 II) (ADPIC)

Les dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

20. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente, les Communautés européennes avaient demandé à la Convention sur la diversité biologique (CDB) de tenir le Comité au courant des conclusions de sa réunion de Kuala Lumpur (WT/CTE/M/36). Par suite, une note avait été adressée par le Secrétaire exécutif de la CDB pour faire part des décisions prises à cette réunion (document WT/CTE/W/235, daté du 8 juin 2004).

21. Le représentant du Canada a demandé des précisions concernant l'incidence des décisions de la CDB sur les droits de propriété intellectuelle, et l'intérêt qu'elles présentaient pour ce point de l'ordre du jour.

22. Le représentant de l'Égypte a estimé que la Décision VII/29 intitulée "Transfert de technologie et coopération technique" (paragraphe 21 du document WT/CTE/W/235) avait un lien direct avec les travaux du CCE. Dans cette décision, le Secrétariat de la CDB, l'OMPI, la CNUCED et d'autres organisations compétentes étaient désignés comme étant les principaux acteurs chargés de mener à bien la tâche consistant à poursuivre l'exploration et l'analyse du rôle des droits de propriété intellectuelle dans le transfert de technologie. Il a souligné que l'OMC avait un rôle à jouer à cet égard. Plusieurs autres décisions concernaient l'OMC, non seulement le CCE au titre de ce point particulier de l'ordre du jour mais aussi les domaines de l'agriculture et des services. Il était utile que les Membres soient tenus au courant des développements des travaux de la CDB qui pourraient avoir une incidence sur ceux de l'OMC et inversement. L'intervenant a pris note, en outre, des nombreuses décisions qui avaient une importance pour les pays en développement comme, par exemple, la Décision VII/19 intitulée "Accès aux ressources génétiques et partage des avantages" (paragraphe 2

du document WT/CTE/W/235). Il a souligné que la Conférence des Parties avait expressément invité l'OMC – entre autres organisations internationales – à collaborer avec le Groupe de travail sur l'accès et le partage des avantages en vue d'élaborer un régime international. L'un des éléments devant être examinés par le Groupe de travail était la question de la divulgation de l'origine/source/provenance légale des ressources génétiques. L'intervenant était d'avis que le Conseil des ADPIC ou le CCE devait être tenu au courant de l'évolution des travaux de ce groupe.

23. S'agissant de la Conférence des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, l'intervenant a appelé l'attention du Comité sur l'adoption de la Décision BS-I/7 sur la "Mise en place de procédures et de mécanismes de respect des obligations au titre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques" et a noté que certains AEM avaient nécessité davantage de temps pour parvenir à de telles décisions. Il était d'avis que les mécanismes prévus par le Protocole de Cartagena pouvaient fournir des moyens de régler tout différend qui pourrait survenir entre les Parties au Protocole avant de devoir recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

24. Le représentant des Communautés européennes a appelé l'attention du CCE sur le paragraphe 11 du document WT/CTE/W/235, qui se rapportait directement aux droits de propriété intellectuelle. Il a souligné la décision prise par la Conférence des Parties de la CDB de demander au Groupe de travail spécial sur l'accès et le partage des avantages d'élaborer un régime international sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages. L'un des éléments devant être examinés par le Groupe concernait directement les travaux de l'OMC, notamment les droits de propriété intellectuelle. Il a rappelé que, dans la communication des CE sur la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB (WT/CTE/W/223) et, plus particulièrement, sur la question de la divulgation de l'origine des ressources génétiques dans les demandes de brevet, sa délégation avait déclaré qu'elle était disposée à débattre, au sein du Conseil des ADPIC, de l'introduction d'un système multilatéral qui assure la transparence.

25. Le représentant du Venezuela a invité la CDB à participer à la suite du débat concernant son rapport et, tout particulièrement, la partie relative au transfert de technologie.

26. Les représentants du Brésil, de l'Équateur et de l'Inde ont souscrit à l'opinion selon laquelle le rapport de la CDB présentait un intérêt pour les travaux du CCE et qu'il serait bon d'inviter le Secrétariat de la CDB à fournir des explications supplémentaires concernant le rapport de la Convention.

27. Le représentant des États-Unis a appelé l'attention du Comité sur l'annexe 3 du règlement intérieur du Conseil général concernant les organisations ayant le statut d'observateur et les communications qu'elles pouvaient présenter, et il a invité le CCE à adopter une approche systématique à cet égard. Il ne lui semblait pas nécessaire d'adresser une invitation collective dans la mesure où, en sa qualité d'observateur, la CDB pouvait décider d'assister aux réunions du CCE conformément au règlement intérieur.

28. Le représentant des Communautés européennes a approuvé les déclarations faites par le Venezuela, le Brésil, l'Équateur, l'Inde et l'Égypte, et a estimé que la CDB avait la possibilité d'assister aux réunions du CCE. Cependant, compte tenu de l'intérêt manifesté par un certain nombre de Membres, il serait bon d'appeler l'attention de la CDB sur le souhait exprimé de la voir assister à la réunion suivante afin de faciliter la poursuite du débat sur son rapport.

29. Le représentant du Canada a dit que la CDB, compte tenu de l'endroit où se trouvait son Secrétariat, devait être tenue au courant de l'intérêt exprimé par les Membres de manière à ce que ses représentants puissent se préparer à participer à la réunion suivante du CCE.

30. Le représentant du Venezuela a estimé que, comme plusieurs délégations avaient manifesté de l'intérêt pour le rapport de la CDB, en particulier pour les éléments concernant les négociations, la présence du Secrétariat de la CDB serait fort utile. Il a rappelé qu'il était important de renforcer la coordination et la transparence entre les organisations concernées.

31. Le Président a déclaré en conclusion que le Secrétariat de la CDB serait informé du fait qu'un certain nombre de Membres avaient manifesté de l'intérêt pour le rapport de la Convention et souhaitaient qu'il participe à la réunion suivante du CCE pour faciliter les délibérations futures.

32. Le Comité a pris note des déclarations.

C. PARAGRAPHE 32 III) (ÉTIQUETAGE)

Étiquetage à des fins environnementales

33. Aucune déclaration n'a été faite sur ce point subsidiaire.

D. AUTRES POINTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCE

34. Aucune déclaration n'a été faite sur ce point subsidiaire.

II. PARAGRAPHE 33

Nous reconnaissons l'importance de l'assistance technique et du renforcement des capacités dans le domaine du commerce et de l'environnement pour les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux. Nous encourageons aussi le partage des connaissances spécialisées et des expériences avec les Membres qui souhaitent effectuer des examens environnementaux au niveau national.

35. Le représentant des Communautés européennes a informé le Comité de la décision prise par la Commission européenne et le Centre du commerce international (CCI) de créer et de cofinancer un Fonds global d'affectation spéciale pour l'assistance technique liée au commerce à l'intention des pays asiatiques. Ce fonds, qui serait géré par le CCI, aurait pour fonction, sur une période de trois ans, de mener rapidement des activités d'assistance technique et de faciliter l'accès aux services d'experts externes nécessaires pour mieux appréhender les complexités du système commercial multilatéral. Il s'agissait par là de sensibiliser les responsables aux règles et aux travaux de l'OMC, de renforcer les capacités des entreprises et le potentiel d'exportation des pays en développement, et de donner davantage de moyens aux organismes régionaux traitant de questions économiques et commerciales. Ce programme répondait à un besoin et accordait une attention toute particulière aux pays les moins avancés. Les demandes pouvaient être adressées par le gouvernement du pays bénéficiaire au CCI ou à la délégation des CE se trouvant dans leur capitale. De plus amples renseignements seraient bientôt affichés sur le site Web du CCI.

36. Le Président a incité les autres Membres à fournir des renseignements complémentaires en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités à la réunion suivante.

37. Le Comité a pris note des déclarations.

III. PARAGRAPHE 51

Le Comité du commerce et du développement et le Comité du commerce et de l'environnement serviront chacun, dans le cadre de leurs mandats respectifs, d'enceinte pour identifier les aspects des négociations relatifs au développement et à l'environnement, et pour débattre de

ces aspects, afin d'aider à atteindre l'objectif visant à ce que le développement durable soit pris en compte d'une manière appropriée.

38. La Présidente a rappelé qu'elle avait mené des consultations informelles sur les mesures à prendre concernant le paragraphe 51 et que des délibérations avaient eu lieu au sujet de la proposition faite par les CE d'inviter les organisations internationales travaillant sur les questions de développement durable à présenter des exposés. Il avait été convenu que les CE s'entretiendraient avec les Membres concernés afin d'obtenir des précisions concernant cette proposition avant qu'elle ne sollicite l'avis du Comité pour le stade suivant. Elle a noté qu'en février et avril 2003, le Comité avait entendu des rapports du Secrétariat concernant les négociations relatives à l'agriculture, aux règles, aux services et à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), en particulier sur les aspects environnementaux de ces négociations. Elle était d'avis qu'il serait bon, lorsque les délégations le jugeraient opportun, d'actualiser ces rapports ultérieurement afin de tenir compte de l'évolution des négociations. Elle s'entretiendrait avec le Président du Comité du commerce et du développement afin d'étudier le mandat énoncé au paragraphe 51 ainsi que la manière dont ce mandat avait été mis en œuvre respectivement par les deux Comités, et ferait un rapport oral au CCE sur ces entretiens à la réunion suivante.

39. Le représentant des Communautés européennes a confirmé que sa délégation tiendrait des consultations informelles avec les Membres intéressés afin d'apporter des précisions sur sa proposition et de débattre de détails techniques. Les résultats de ces consultations seraient communiqués à la Présidence.

40. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a rappelé que le mandat figurant au paragraphe 51 consistait à identifier les aspects des négociations relatifs au développement et à l'environnement, et à débattre de ces aspects, afin d'aider à atteindre l'objectif visant à ce que le développement durable soit pris en compte d'une manière appropriée. À cet égard, il a appelé l'attention sur les négociations concernant les subventions aux pêcheries menées par le Groupe de négociation sur les règles. Bien que ces négociations se déroulent au sein de ce groupe, elles relevaient également du paragraphe 31, compte tenu du fait que leurs objectifs dépassaient la question de la préservation des stocks de poissons. Elles étaient susceptibles d'avoir des bienfaits importants pour l'environnement, qui seraient le résultat du Cycle de Doha, et elles permettraient de donner de la crédibilité au programme de l'OMC en matière de développement durable. L'intervenant a noté qu'au cours de ces négociations, les pays en développement Membres avaient également reconnu que des avantages en matière de développement pourraient être obtenus si l'on s'attaquait aux distorsions des échanges et des marchés causées par les subventions accordées dans ce secteur. Il s'agissait d'un domaine où l'élimination ou la réduction des distorsions des échanges serait bénéfique pour le commerce, l'environnement et le développement; il était donc bon que le CCE soit tenu au courant des progrès réalisés dans les négociations sur les subventions aux pêcheries conformément à son mandat figurant au paragraphe 51.

41. L'intervenant a rappelé que le Groupe de négociation sur les règles avait reçu, jusqu'à récemment, 15 documents se rapportant aux subventions aux pêcheries, dans lesquels étaient exprimées les opinions de plus de 20 Membres, y compris celle d'un groupe de petits États côtiers vulnérables. Il a estimé que les négociations avaient progressé de manière satisfaisante sur la base de l'élan imprimé l'année précédente. Certaines convergences de vues se dégagent de plusieurs propositions, comme la nécessité de prévoir une "catégorie rouge" pour les subventions interdites, ainsi que certaines exceptions et dispositions transitoires, et la prise en compte particulière des besoins des pays en développement Membres. Il n'avait cependant pas l'intention d'entrer dans les détails à ce stade et estimait qu'il n'était ni souhaitable ni approprié de s'engager dans un débat sur le fond au sein de ce comité; il espérait que la question des subventions aux pêcheries serait considérée comme un des domaines de négociation lorsqu'elle comportait certains aspects liés à l'environnement et au développement relevant du mandat énoncé au paragraphe 51.

42. Le représentant des États-Unis s'est déclaré satisfait de ce que les rapports sur les négociations ayant trait à l'agriculture, aux règles, aux services et à l'AMNA seraient actualisés à l'avenir. Il a rappelé que les États-Unis avaient, par le passé, souligné les avantages que pourraient avoir pour l'environnement les progrès réalisés dans les négociations sur les subventions à l'agriculture, à l'AMNA, aux biens environnementaux et aux services. Tout comme la Nouvelle-Zélande, il avait mis en avant les négociations sur les subventions aux pêcheries et estimait qu'elles offraient à l'OMC la possibilité de démontrer de manière concrète que la libéralisation des échanges pouvait être bénéfique pour l'environnement et le développement durable. Il a noté que l'objectif des négociations avait recueilli une large adhésion de la part des Membres de l'OMC, y compris d'un certain nombre de pays en développement Membres, et avait également été approuvé par diverses ONG environnementales, comme le Fonds mondial pour la nature (WWF). Il a fait référence à la publication de ce dernier, intitulée "Healthy Fisheries, Sustainable Trade" (Pêcheries saines, commerce durable), qui contenait des idées encourageantes. Il s'est félicité des progrès réalisés dans les négociations sur les subventions aux pêcheries et de la convergence de vues qui se faisait jour dans certains domaines, et il espérait que cet élan se poursuivrait dans les mois à venir.

43. Le représentant du Japon a rappelé que sa délégation participait activement aux débats sur les subventions aux pêcheries menés au sein du Groupe de négociation sur les règles, et a convenu que les Membres ne devaient pas aborder les questions de fond se rapportant à ces négociations dans le cadre du CCE. Il a affirmé que l'intérêt du Japon résidait dans la préservation de la ressource et le développement durable, et il ne pouvait souscrire à la proposition de la Nouvelle-Zélande, qui tendait à interdire la quasi-totalité des subventions aux pêcheries sans effectuer d'évaluation préalable ni prévoir d'exceptions. Il était d'avis que les subventions qui contribuaient à la surcapacité et à des pratiques de pêche illicites, non déclarées et non réglementées (IUU) devaient être interdites. Cependant, certaines subventions qui favorisaient le développement durable des pêcheries devaient être autorisées. Elles ne devaient pas faire figure d'exception mais être intégrées aux règles. L'intervenant a fait référence au document TN/RL/W/159 présenté au Groupe de négociation sur les règles, qui exposait la position du Japon. Pour ce qui était de l'examen des subventions aux pêcheries au titre du paragraphe 51, il a indiqué qu'il existait d'autres domaines des négociations menées dans le cadre du Cycle de Doha pour lesquels les aspects liés au développement et à l'environnement pourraient être identifiés, comme, par exemple, l'élimination des droits de douane ou les mesures de facilitation des échanges pour les produits de la pêche et les autres ressources naturelles biologiques.

44. Le représentant des Philippines a indiqué que sa délégation s'associait à la déclaration faite par la Nouvelle-Zélande. Il était d'avis que les problèmes auxquels le secteur de la pêche était confronté nécessitaient une solution globale, comme cela était suggéré dans le rapport du PNUE (WT/CTE/W/236). Les négociations sur les subventions aux pêcheries s'étaient accélérées, comme en témoignaient les communications et délibérations du Groupe de négociation sur les règles. Elles portaient sur des questions techniques de fond, y compris des propositions de règles générales et des présomptions, des exceptions éventuelles, ainsi que le traitement spécial et différencié. Compte tenu du fait que le Groupe avait pour mandat de renforcer les règles existantes en matière de subventions aux pêcheries, les Membres devaient se pencher sur la manière dont ils pourraient apporter une contribution supplémentaire en ce sens, en ayant à l'esprit qu'une issue positive pouvait permettre de répondre à certaines préoccupations exprimées au sein du CCE concernant les pêcheries. L'intervenant a incité les pays en développement Membres à participer activement aux travaux du Groupe de négociation sur les règles, se faisant par là l'écho de la Nouvelle-Zélande qui avait mis l'accent sur les avantages en matière de développement et d'environnement qui pourraient découler d'une telle issue. Il était d'avis également que les négociations permettaient aux Membres de donner de la crédibilité au programme de l'OMC en matière de développement durable.

45. Le représentant de la Corée a dit qu'en tant que Membre ayant un intérêt important dans le commerce des produits de la pêche, son pays se félicitait des progrès réalisés au sein du Groupe de négociation sur les règles et espérait que ce dernier parviendrait à trouver une solution durable aux

questions concernant les subventions aux pêcheries. Il estimait, comme le Japon, que les avis continuaient de diverger quant à la meilleure approche à adopter pour parvenir à une solution. Il considérait que ces subventions soulevaient de nombreuses questions complexes et qu'il fallait éviter d'opter pour une approche sans nuances et procéder, au contraire, à une analyse complète des différents types de subventions aux pêcheries avant de formuler des recommandations quelles qu'elles soient. Il estimait lui aussi que le CCE n'était pas le lieu approprié pour procéder à un débat de fond sur ces subventions.

46. Le représentant du Venezuela a trouvé intéressante l'idée de débattre de la question des subventions aux pêcheries au titre de ce point de l'ordre du jour. Il a fait référence au paragraphe 8 du rapport du PNUE et a reconnu que le problème des subventions aux pêcheries revêtait une importance particulière dans les pays en développement, pour lesquels le secteur de la pêche était vital comme source de sécurité alimentaire, d'emploi et de devises.

47. Le représentant du Taipei chinois s'est associé au Japon pour dire que les subventions aux pêcheries contribuaient à créer des surcapacités et que les pratiques de pêche IUU (illégales, non déclarées et non réglementées) devaient être interdites et celles qui favorisaient le développement durable de ce secteur autorisées.

48. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que la position des CE en matière de subventions aux pêcheries consistait à s'attaquer au problème de la pêche trop intensive en interdisant les subventions qui entraînaient une augmentation tangible des capacités de pêche. Ces mesures devaient être assorties d'une "catégorie verte" qui autoriserait des subventions contribuant, par exemple, à la protection de l'environnement. D'autres aspects étaient également importants, en particulier la transparence et les contrôles de pouvoirs publics dans les pays Membres. Une interdiction totale pourrait entraîner des difficultés pour les pêcheries locales et régionales, en particulier dans les pays en développement.

49. Le Comité a pris note des déclarations.

IV. AUTRES QUESTIONS

50. Le Président a informé les délégations que la réunion suivante se tiendrait le 14 octobre 2004.
